

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 21/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORMANDIE

Les Aucrais
14190 Cauvicourt

Références : 2024-471
Code AIOT : 0005300625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 Cauvicourt. L'inspection a été annoncée le 05/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du dossier de réexamen IED du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 Cauvicourt
- Code AIOT : 0005300625
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation SUEZ RV Normandie dite des Aucrais, située sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt et Urville, est autorisée par arrêté préfectoral du 30/03/2005 modifié. Elle est notamment constituée :

- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 1" en post-exploitation ;
- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 2" en cours d'exploitation (le casier en cours d'exploitation à la date de la visite est le 4G) ;
- d'une déchetterie.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Recevabilité du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-72	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
1	Périmètre IED	Code de l'environnement du 03/08/2023, article R515-58	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Transmission plan incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande d'action corrective	2 mois
12	Contrôle étanchéité biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Détection Réparation fuites biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Demande d'action corrective	2 mois
16	canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II	Demande d'action corrective	2 mois
17	plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rapport de base	Code de l'environnement du 10/06/2024, article R515-59	Sans objet
4	autres brefs	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R515-73	Sans objet
5	Plan défense	Arrêté Ministériel du 15/02/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	incendie	article 33 bis	
8	Alarme et Ronde	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
9	Moyen alerte secours	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
10	Formation personnel – matériaux de recouvrement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
11	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet
14	prélèvements consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
18	Isolement réseau assainissement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
19	Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
20	Adaptation des prescriptions de l'arrêté préfectoral	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour motif principal la conformité par rapport aux articles modifiés de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 suite à la publication de l'arrêté ministériel du 7 août 2023.

Le résultat de l'inspection appelle des compléments de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : Recevabilité du dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-72
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

<p>2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;</p> <p>3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un dossier de réexamen, du site Les Aucrais II, a été transmis le 16 août 2022 comportant une analyse du fonctionnement de l'installation au regard des meilleurs techniques disponibles et l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral. La rubrique IED principale est la rubrique 3540 « Installation de Stockage de déchets ».</p> <p>Suite à la publication au Journal Officiel le 24 octobre 2023 de l'arrêté du 7 août 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux Installations de Stockage de Déchets Non dangereux (ISDND), l'inspection a formulé une demande de compléments, par courrier du 22 décembre 2023, sur l'évaluation de la conformité du site par rapport à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant informe l'inspection que le dossier est en cours de validation et qu'il lui sera transmis au mois de septembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'évaluation de la conformité de l'installation par rapport à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 1 : Périmètre IED

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/08/2023, article R515-58</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Périmètre IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.</p>
<p>Constats :</p>

Dans le dossier de réexamen transmis le 16 août 2022, le périmètre IED du site comprend l'ensemble des installations définies aux articles 1.1 de l'APC du 4 septembre 2014 (activités et rubriques ICPE associées), aux articles 22 et 26 de l'AP du 30 mars 2005 (description ou consistance des installations) ainsi qu'aux articles 2.1 (réseau biogaz + traitement) et 3.2 (TAR) de l'APC du 04 septembre 2014.

L'installation principale est celle classée sous la rubrique 3540 et correspond à l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Le périmètre IED inclut les installations connexes à l'installation de stockage telles que les unités de traitement des effluents, les stockages de produits et réactifs...

La déchetterie adjacente, non liée à l'installation principale, est exclue du périmètre IED.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de reformuler le périmètre en prenant en compte l'arrêté préfectoral de prolongation et extension du 15 mai 2023 et de le matérialiser sur un plan.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/06/2024, article R515-59

Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED

Prescription contrôlée :

[...] 3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;

b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.

Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.

<p>II.-Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de son dossier de demande d'autorisation environnementale de prolongation de 2021, l'exploitant a fourni son rapport de base, dont la dernière version remonte à février 2022.</p> <p>Le rapport de base présente l'inventaire des substances dangereuses et l'analyse des risques de pollution. L'analyse montre qu'au regard des quantités en jeu, des modalités de stockage et des mesures de protection en place, les substances pertinentes identifiées sur le site des Aucrais actuel et futur, ne sont pas susceptibles de présenter un risque de contamination du sol et des eaux souterraines.</p> <p>Au vu du présent rapport, outre les substances dangereuses contenues dans les lixiviats, il n'apparaît aucune substance ou mélange CLP pertinent en matière de traçabilité de l'activité autorisée à être exercée sur le site. Eu égard à l'absence d'éventuelle contamination des sols et des eaux souterraines du site par des substances ou mélanges dangereux pertinents, il est proposé dans le cadre de la poursuite d'exploitation des Aucrais II, de maintenir les modalités de surveillance des eaux souterraines telles que réalisées aujourd'hui.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : autres brefs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R515-73</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>II. - Si le réexamen conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions et en l'absence d'arrêté complémentaire pris conformément à l'article L. 515-29, le préfet le notifie à l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le dossier remis par l'exploitant du 16 août 2022, les BREF Transversaux suivants ont été étudiés :</p> <p>BREF EFS : Émissions liées au stockage des matières dangereuses ou en vrac (cuve de 10m3 de GNR sur rétention)</p> <p>BREF ENE : Efficacité énergétique</p> <p>BREF ICS : Systèmes de refroidissement industriels (TAR)</p> <p>De plus, dans ce dossier, un plan d'action avait été rédigé par l'exploitant pour se mettre en conformité.</p>

Lors de la visite, l'inspection a pu constater la réalisation de l'étanchéité de la zone de stationnement temporaire en cas de déclenchement de radioactivité.
Le rapport annuel a été modifié pour inclure toutes les informations demandées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Plan défense incendie

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

Constats :

Le plan de défense incendie a été présenté le jour de la visite. Le document est en cours de mise à jour afin de prendre en compte l'ensemble du risque ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé de transmettre à l'inspection le plan de défense incendie finalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission plan incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission plan incendie

Prescription contrôlée :

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : Le plan de défense incendie n'a pas été transmis par l'exploitant au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre son plan de défense incendie au SDIS et de fournir à l'inspection un justificatif de cette transmission.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de détection incendie
Prescription contrôlée : VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.
Constats : Le site est équipé d'une caméra thermique placé au niveau du quai de déchargement orientée vers la zone de vidage et de deux détecteurs de flammes (un placé entre le quai de déchargement et le casier orienté vers la zone où les déchets sont poussés et un autre couvrant la majorité du casier 4G). La caméra thermique est contrôlée annuellement par la société Alarm'com. L'exploitant a présenté le bon d'intervention datant de juillet 2024. Les détecteurs de flammes sont testés en interne. L'exploitant mentionne que les engins sont équipés de système de détection d'incendie qui déclenche automatiquement la dispersion d'un agent d'extinction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement des détecteurs de flamme et de mettre en place un registre et une procédure de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Alarme et Ronde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Alarme et ronde
Prescription contrôlée : Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
Constats : Les derniers déchets sont réceptionnés vers 16h. Une personne a été recruté, depuis le 1er juillet 2024, pour effectuer une ronde physique tous les jours ouvrés vers 18h. La personne vérifie la torchère des Aucrais I, la zone de maintenance des engins des Aucrais II et le casier avec le quai de vidage. Il consigne ses rondes dans un registre présenté à l'inspection le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyen alerte secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen alerte secours
Prescription contrôlée : VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : Les moyens de détection incendie sont reliés au téléphone de la personne d'astreinte. C'est la personne d'astreinte qui contacte le SDIS. La procédure est décrite dans le plan de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Formation personnel – matériaux de recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques chroniques, Formation personnel – matériaux de recouvrement
Prescription contrôlée : VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.

Constats :
Quatre conducteurs d'engins sont présents sur le site, dont trois sont formés pour la conduite du chargeur à chenille (engin utilisé pour monter les merlons et pour transporter les matériaux de recouvrement). L'exploitant indique à l'inspection qu'un conducteur est toujours d'astreinte pour assurer le transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre, avec une rotation hebdomadaire des conducteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
Prescription contrôlée :
IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats :
Dans un courriel datant du 05 juillet 2024, l'exploitant mentionne que des départs de feu surviennent régulièrement sur le casier en exploitation, provoqués par le compactage de petites batteries ou fusées de détresse (déchets interdits). En 2023, un total de 32 départs de feu ont été signalés. L'exploitant considère ces départs de feu comme des exercices en situation réelle de lutte contre l'incendie. Il a transmis à l'inspection le rapport de départ de feu survenu sur le site des Aucrais le 13 juin 2024, lié à une fusée de détresse et étouffé par de la terre inerte. L'exploitant informe l'inspection de son intention de réaliser un exercice incendie en collaboration avec le SDIS, mais rencontre actuellement des difficultés pour trouver le bon interlocuteur au sein du SDIS .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira à l'inspection le rapport de l'exercice incendie organisé en collaboration avec le SDIS lorsqu'il sera réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle étanchéité biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle étanchéité biogaz
Prescription contrôlée :
L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. [...] Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi

que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. [...]
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 5 juillet 2024 , l'exploitant explique que les installations de traitement du biogaz (réseau, torchère et moteur) sont soumis à des contrôles périodiques et font l'objet de maintenance régulière, tels que définis dans les standards SUEZ et dans le respect de leurs arrêtés préfectoraux. Un document unique récapitulant l'ensemble de ces contrôles, fréquences et réactions en cas de non-conformité sur les installations de traitement du biogaz du site des Aucrais est en cours de rédaction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé de transmettre le programme de contrôle et de maintenance des installations biogaz.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Détection Réparation fuites biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V
Thème(s) : Risques chroniques, Détection Réparation fuites biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière cartographie des émissions gazeuses sur le site des Aucrais 2 a été réalisée en mai 2023. L'exploitant a réalisé des travaux de reprise d'étanchéité sur certaines zones et des réparations sur le réseau au cours du 2ème semestre 2023. L'exploitant projette de réaliser une nouvelle cartographie d'ici septembre 2024.</p> <p>L'exploitant a recours à un prestataire de services pour réaliser ses cartographies des émissions diffuses de biogaz. La méthode utilisée est détaillée dans le devis du prestataire : un opérateur est équipée d'un détecteur portatif basé sur la technologie d'absorption spectrométrique au moyen d'une diode laser TDLAS.</p> <p>L'exploitant prévoit de faire une cartographie tous les ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la cartographie des émissions gazeuses lorsqu'elle</p>

sera réalisée en septembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : prélèvements consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.
Constats : Le site des Aucrais ne prélève pas d'eau dans le milieu naturel et ne possède pas de forage. Les consommations d'eau proviennent uniquement du réseau d'eau potable (fournisseur SAUR) et sont suivies mensuellement via le compteur d'eau. L'exploitant informe l'inspection que le site a consommé 6437 m3 d'eau sur 2023. L'eau est principalement utilisée pour la station d'épuration (TAR), les locaux et le nettoyage des engins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Bilan énergétique annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, bilan énergétique annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...]. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats :

Par courriel du 05 juillet 2024, l'exploitant a transmis le bilan énergétique du site des Aucrais pour l'année 2023 suivant :

- Consommation électrique du site = 810 MWh
- Production d'énergie électrique par le moteur = 11 250 MWh (distribuée en externe sur le réseau ENEDIS)
- Production d'énergie thermique par le moteur = 8 007 MWh (valorisée sur l'unité de traitement des lixiviats)
- Consommation de carburant GNR par les engins d'exploitation = 232 m3
- Biogaz valorisé sur le moteur = 5 745 000 Nm3
- Biogaz traité sur la torchère aux Aucrais 2 = 191 000 Nm3
- Taux de valorisation du biogaz aux Aucrais 2 = 97%
- Biogaz traité sur la torchère aux Aucrais 1 = 2 359 000 Nm3

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé de réaliser une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz pour 2023 pour la zone de stockage en post-exploitation des Aucrais I.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II

Thème(s) : Risques chroniques, canalisations

Prescription contrôlée :

II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés [...] Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection a consulté le plan du réseau de canalisation des biogaz, le plan du réseau de lixiviats et le plan du réseau des eaux usées.

Sur le terrain, l'inspection a constaté que certaines canalisations ne sont pas identifiées par un marquage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'identification de ses réseaux selon les règles en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
Prescription contrôlée : III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. [...]
Constats : Le plan du réseau d'alimentation en eau potable a été consulté sur place. L'arrivée générale se situe au niveau de l'entrée du site proche de la route D132a. Le dispositif anti-retour n'est pas indiqué sur le plan et n'a pas pu être présenté le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif de l'existence et de la localisation du système anti-retour sur le réseau d'alimentation en eau potable et de fournir un schéma avec la localisation des déshuileurs-débourbeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Isolement réseau assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement réseau assainissement
Prescription contrôlée : Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont

maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant explique à l'inspection que les eaux pluviales provenant de la zone de stockage des Aucrais II sont collectées et stockées dans le bassin (283) situé à côté de la station d'épuration. Par le biais d'un système de pompage activé manuellement, ces eaux sont dirigées vers le bassin (281) situé au sud le long de la route nationale, qui sont ensuite envoyés dans un bassin d'infiltration. Il y a le même principe pour les eaux pluviales au niveau du bâtiment de réception. Aucun rejet vers l'extérieur n'est effectué. En cas de pollution, les eaux sont retenues dans les bassins. Les pompes servent de dispositif de barrage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate. Les installations de stockage et de traitement des effluents aqueux, notamment le traitement par lagunage, sont étanches.
Constats : Par courrier du 5 juillet 2024, l'exploitant a fourni un extrait de son registre des arrêts pour le moteur de valorisation des biogaz et de son registre des événements et incidents de la station de traitement des lixiviats (STEP). Les documents ne suscitent aucun commentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Adaptation des prescriptions de l'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-60
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions des articles R. 181-43 et R. 181-54, l'arrêté d'autorisation fixe au

minimum :

a) Des valeurs limites d'émission pour les substances polluantes dont la liste est arrêtée par le ministre chargé des installations classées et pour les autres substances polluantes qui, eu égard à leur nature et à leur potentiel de transferts de pollution d'un milieu à l'autre, sont susceptibles d'être émises en quantités significatives. Ces valeurs limites d'émission peuvent être remplacées par des paramètres ou des mesures techniques garantissant un niveau équivalent de protection de l'environnement. L'arrêté fixe également des prescriptions permettant d'évaluer le respect de ces valeurs limites à moins qu'il ne se réfère aux règles générales et prescriptions techniques fixées par les arrêtés pris en application de l'article L. 512-5 ;

b) Des prescriptions en matière de surveillance des émissions, en spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation, basées sur la partie des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative à la surveillance ;

c) La périodicité de la fourniture obligatoire au préfet des résultats de la surveillance des émissions mentionnée au b, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation. L'arrêté précise les informations à fournir quant aux résultats de cette surveillance, la période au titre de laquelle elles sont fournies, qui ne peut excéder un an, et la nature des données complémentaires à transmettre ;

d) Des mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets ;

e) Des prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;

f) S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59, des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines définissant notamment la fréquence de cette surveillance. Cette dernière est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution ;

g) Les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect des articles L. 512-6-1 et L. 515-30.

Constats :

Compte-tenu des constats présentés dans les points précédents de ce rapport, aucune modification de l'arrêté préfectoral ne sera entreprise.

Type de suites proposées : Sans suite